CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Tebboune veut renforcer l'intégration continentale

Page 07

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA



« Aucun dépassement à l'encontre du citoyen ne saurait être toléré »

Page09

DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

Tebboune lance le projet d'usine de batteries au lithium

Page 08



FIAT ALGÉRIE

Lancement de la commercialisation de la Grande Panda



Page 09

RÉHABILITATION DU MARCHÉ DE LA RUE DES AURÈS



La Bastille amorce sa transformation

Page 13

N° 3756 Mardi 24 Novembre 2026 | ISSN 2335-1411 / www.capdz.dz | Prix 20 DA

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les partis plaident pour une nouvelle vision économique au niveau local



R.M

À cinq jours du scrutin du 28 novembre, la campagne pour l'élection des membres des assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW) a atteint son dix-huitième jour, les responsables des partis politiques algériens multipliant les réunions populaires à travers le pays. D'un bout à l'autre du territoire, un constat s'impose : la quasi-totalité des formations politiques convergent vers une même exigence, celle de redonner aux assemblées locales une véritable capacité d'action économique, au service d'un développement plus équilibré et plus proche des citoyens.

Faire de la commune un acteur du développement

Au cœur des discours, la volonté de dépasser le statut purement administratif des communes pour en faire de véritables moteurs de développement local. À Mascara, le président du Front El Moustakbal, Fateh Boutbig, a plaidé pour l'adoption d'une nouvelle vision de la gestion des affaires locales, fondée sur le rapprochement du citoyen de la prise de décisions et un développement "plus équilibré et efficace". Cette vision implique, selon lui, le renforcement des prérogatives des assemblées élues et la mise en place d'un mode de gestion moderne des communes. Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a prolongé cette réflexion à Mostaganem en soulignant que le principal enjeu de la prochaine étape consistait à "faire passer la commune d'une simple institution administrative et d'un service public à un acteur du développement, créateur de richesses et initiateur de projets locaux, notamment dans les domaines de l'investissement et de l'emploi". Une ambition partagée par le président du parti El-Karama, Mohamed Daoui, qui a appelé depuis Messaad à faire des prochaines élections une opportunité pour parachever le processus de développement, insistant sur l'importance de faire des assemblées élues des outils pour le renforcement du développement.

Élargir les prérogatives des élus locaux

La question des moyens d'action des élus est revenue avec insistance dans les interventions. À Alger, le président du parti Sawt Echaab, Lamine Osmani, a estimé qu'il était important d'élargir les prérogatives de l'élu local afin de lui permettre d'honorer ses engagements vis-à-vis des citoyens. Lors d'activités de proximité à Reghaïa, il a appelé à accélérer la révision des lois relatives à la commune et à la wilaya, tout en mettant en avant le potentiel industriel et agricole de cette commune, manifestant la volonté de sa formation d'apporter une approche de gestion distincte dans le cas où ses candidats remporteraient les élections. M. Osmani a également effectué une tournée de terrain dans les communes de Bab Ezzouar, Heraoua, Aïn Taya, El Marsa et Bordj El Bahri.

Le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a indiqué à Tizi-Ouzou que les élections locales du 28 novembre représentaient une "opportunité pour consacrer la pratique démocratique et prendre en charge, de manière efficace, les préoccupations des citoyens". Rappelant les engagements du FFS en faveur d'"un processus politique global qui renforce et consacre la démocratie et la bonne gouvernance", il a appelé les citoyens à accorder leur confiance aux candidats de son parti. À Tizi-Ouzou, 226 listes, dont huit pour l'APW, sont en lice pour ce scrutin, où 712 232 électeurs sont inscrits.

Le FLN mise sur la proximité et le renouvellement

Le Front de libération nationale (FLN) a inscrit sa campagne dans une dynamique de proximité et de responsabilité. Son secrétaire général, Abdelkrim Benmbarek, a appelé depuis Touggourt les électeurs à choisir des assemblées locales capables de répondre aux attentes des citoyens et de prendre en charge leurs préoccupations liées au développement. Soulignant que "les citoyens ont besoin d'une représentation élue forte et responsable, à l'écoute et proche des citoyens", il a exhorté les candidats de sa formation à faire preuve de transparence et de clarté dans la présentation de leur vision de développement, en adéquation avec les moyens et prérogatives prédéfinis, et à élargir les canaux de concertation et de débat avec toutes les composantes de la société.

M. Benmbarek a également mis l'accent sur le renforcement de la présence féminine et juvénile dans la vie politique, en tant que ressource humaine susceptible de s'impliquer efficacement dans la gestion des affaires locales. Évoquant les potentialités économiques prometteuses de la wilaya de Touggourt, notamment dans l'agriculture, il a appelé au soutien du secteur, à l'accompagnement des agriculteurs et à l'encouragement de l'investissement. À Annaba, il a affirmé que le rendez-vous électoral "ne se limite pas au simple renouvellement de la composante des assemblées locales élues, mais constitue une opportunité pour renforcer leur rôle et hisser leur performance", plaidant pour une gestion locale efficace fondée sur l'amélioration des performances, le renforcement de la communication avec les citoyens et l'écoute de leurs préoccupations.

Participation massive et choix d'élus compétents

L'appel à une forte participation a constitué le fil conducteur de toutes les interventions. Le président du Conseil national de la Choura du Mouvement El-Bina El-Watani, Nasreddine Salem Cherif, a souligné à Aïn Oulmène (Sétif) que "se rendre massivement aux urnes le 28 novembre prochain pour choisir des élus compétents représente la véritable voie pour poursuivre le processus de développement, préserver les acquis et améliorer les services publics". Il a ajouté que "la prochaine étape exige des élus locaux compétents, capables de gérer les affaires publiques", appelant les électeurs à accorder leur confiance aux candidats du mouvement qui font preuve de compétence, d'intégrité et de capacité à servir le citoyen.

Le président du Mouvement pour la société de la paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif, a lui aussi exhorté les citoyens, depuis Laghouat, à exercer leur droit électoral pour le choix de leurs représentants aux APC et APW, soulignant que les élections locales constituent "une étape fondamentale dans le processus de participation politique", compte tenu de l'importance des assemblées élues dans la gestion des affaires publiques. Il a précisé que le MSP s'est appuyé, dans le choix de ses candidats, "sur la base militante, sans intervention de la direction centrale".

À travers ces prises de position convergentes, les partis politiques semblent faire du scrutin du 28 novembre un moment charnière pour redéfinir le rôle des collectivités locales, en les dotant de prérogatives élargies, de moyens d'action modernes et d'élus à la hauteur des attentes des citoyens. Reste à savoir si cette ambition partagée se traduira dans les urnes par une participation à la mesure des enjeux annoncés.

CAPDZ QUOTIDIEN D'INFORMATION
Édité par la SARL BAHIA.COM
Directrice Générale
Hafida BENARMAS
Directrice de Publication
Fatima Benyekhlef

Siège social
Adresse :
Cité 1377
Logts AADL,
Bt 22,
1er étage,
Oran 31000

Administration- Rédaction-
Service publicité
Tel: 041 80 32 62 /
Fax : 041 80 32 63
Mobile : 0770 65 93 89
www.capdz.dz
redaction@capdz.dz
publicite@capdz.dz

IMPRESSION
Impression OUEST S.I.O
DIFFUSION
BAHIA.COM
TEL: 0770 65 93 89
Les manuscrits, photographies et illustrations ou tout autre document adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'ANIE SE FÉLICITE D'UN CLIMAT SEREIN

Près de 240 000 activités électorales et aucun dépassement signalé



I.Y

Aucun dépassement n'a été enregistré lors de la campagne électorale pour les élections locales du 28 novembre.

C'est ce qu'a confirmé l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), lundi à Alger, saluant le respect par les candidats de la Charte d'éthique des pratiques électorales et se félicitant du climat serein dans lequel s'est déroulée la campagne.

Lors d'une conférence de presse consacrée à l'évaluation du déroulement de la campagne, Mohamed Lahcen Zeghidi, membre du bureau de l'ANIE chargé de l'information, a indiqué que "les candidats en lice ont fait preuve d'une grande conscience politique nationale et d'un respect de l'éthique de la campagne électorale", ajoutant que la campagne "s'est déroulée dans un climat serein et qu'aucun dépassement n'a été enregistré dans le discours politique".

Il a également salué la coordination et l'esprit de coopération ayant caractérisé les partis politiques et les listes indépendantes durant cette période, soulignant que l'ANIE "était en contact permanent et direct" avec tous les partis, afin de prendre en charge les préoccupations soulevées.

Selon les chiffres présentés lors de cette conférence, quelque 239.800 activités ont été organisées à ce jour dans le cadre de la campagne électorale à travers l'ensemble des communes du pays, entre réunions populaires et rencontres de proximité. Concernant l'espace réservé aux candidats dans les médias audiovisuels publics, sous le titre "Expression directe", M. Zeghidi s'est félicité du bon déroulement de l'opération, faisant état d'"un lien qualitatif" du taux d'exploitation des unités de diffusion par rapport aux élections locales précédentes. S'agissant des bureaux itinérants, il a précisé que les premiers convois avaient pris le départ, lundi matin, depuis la wilaya de Tindouf en direction des zones reculées où sont établies les populations nomades, afin de leur permettre d'exercer leur droit de vote.

Ces convois, dont le départ a été supervisé par le wali de Tindouf accompagné du coordinateur de wilaya de l'ANIE, "sont dotés de tous les moyens nécessaires pour organiser l'opération de vote au profit des habitants des zones reculées dans les meilleures conditions".

Le départ des convois se poursuivra progressivement à travers les différentes wilayas concernées, conformément au calendrier établi par l'ANIE.

OULED DJELLAL

Réunion de coordination pour finaliser les préparatifs du scrutin

S.T

Le wali d'Ouled Djellal, Abderrahmane Dehimi, a présidé dimanche une réunion de coordination consacrée aux préparatifs logistiques et aux dispositions d'organisation des élections des membres des APC et APW du 28 novembre. En présence du secrétaire général de wilaya, du coordinateur de l'ANIE et des responsables des secteurs concernés, la réunion a permis d'évaluer la disponibilité des structures, équipements et moyens mobilisés, et de faire le point sur les dispositions prises pour garantir le bon déroulement du scrutin. Le wali a insisté sur "l'impérative mobilisation complète de tous les intervenants" et sur la mise en place de tous les moyens matériels et logistiques nécessaires pour permettre aux électeurs d'accomplir leur devoir dans les meilleures conditions. Dans cette wilaya, 21 listes sont en lice, dont 17 pour les APC et 4 pour l'APW. Le scrutin sera organisé dans 73 centres et 274 bureaux de vote, encadrés par 3.653 personnes, selon le coordinateur de wilaya de l'ANIE, Miloud Chenni.

TIZI-OUZOU

Tout est fin prêt pour le scrutin

S.O

La wilaya de Tizi-Ouzou est fin prête, sur les plans matériel, logistique et humain, pour assurer le bon déroulement des élections locales du 28 novembre, selon la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

"À quelques jours du rendez-vous électoral, l'ensemble des moyens nécessaires a été mobilisé afin de garantir la réussite de ce scrutin", a indiqué le délégué de wilaya de l'ANIE, Djemai Nouiouat, soulignant que "le dispositif arrêté vise à permettre aux citoyens d'accomplir leur devoir électoral dans les meilleures conditions d'organisation et d'accueil".

En matière d'encadrement, pas moins de 24.467 encadreurs ont été mobilisés pour superviser et animer le scrutin à travers les 703 centres de vote et 1.776 bureaux de vote répartis sur les 67 communes de la wilaya, a précisé M. Nouiouat. Concernant la campagne électorale, qui prendra fin mardi à minuit, le délégué de wilaya de l'ANIE a indiqué qu'elle se déroule dans de bonnes conditions, rappelant que l'Autorité a mis à la disposition des candidats 847 sites d'affichage officiels, aménagés et numérotés, ainsi que plus de 420 infrastructures publiques pour la tenue des meetings électoraux, afin d'assurer une équité d'accès et de visibilité à l'ensemble des listes en lice.

Pour ce scrutin, 222 listes sont en compétition pour le renouvellement des 67 Assemblées populaires communales (APC), tandis que huit listes, dont cinq présentées par des partis politiques et trois indépendantes, briguent les sièges de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), rappelle-t-on.

SIDI BEL-ABBÈS

Tous les moyens techniques mobilisés pour le contrôle du scrutin

B.H

La délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) de Sidi Bel-Abbès a mobilisé tous les moyens techniques nécessaires afin d'assurer le bon déroulement de l'opération de vote à travers la wilaya, dans le cadre des élections locales du 28 novembre. Selon la coordinatrice de wilaya de l'Autorité, Aïssa Taïbi, les salles d'opérations liées au déroulement des élections ont été dotées d'équipements informatiques "aux spécifications techniques élevées", permettant aux gestionnaires de ces salles d'exploiter les applications et les plateformes numériques mises à leur disposition avec "efficacité et efficience".

Ces équipements permettent de faciliter et d'accélérer les opérations de saisie et de traitement des données électorales, ainsi que la numérisation des documents, tout en garantissant la rapidité du flux de données sur le réseau le jour du contrôle. M. Taïbi a également souligné la participation de la délégation de wilaya au programme de formation périodique organisé par l'ANIE par visioconférence, à raison de deux jours par semaine. Ces rencontres, supervisées par l'Autorité, permettent de fournir les orientations et les instructions nécessaires, de renforcer la coordination entre les différentes structures, ainsi que d'unifier les méthodes de travail et d'accompagner les agents et les responsables locaux dans l'exécution des tâches liées au processus électoral.

TIARET

Les encadreurs du scrutin formés avant le 28 novembre

T.O

À cinq jours du scrutin, la délégation de wilaya de l'ANIE à Tiaret a organisé des sessions de formation au profit des responsables des bureaux et centres de vote ainsi que des membres des commissions techniques. Objectif affiché par le coordinateur de wilaya, Slimane Chemmami : "garantir le bon déroulement et la réussite de l'opération électorale" en préparant les encadreurs à accomplir les missions qui leur sont confiées.

La première phase a concerné 21.669 encadreurs répartis dans les 36 communes de la wilaya. Elle leur a permis de maîtriser les aspects juridiques, organisationnels et techniques du jour du contrôle, depuis l'ouverture des centres et l'accueil des électeurs jusqu'au dépouillement des voix et à l'établissement des procès-verbaux. Les membres des commissions techniques chargées de valider la saisie des données provenant des centres de vote, de numériser les procès-verbaux de dépouillement et d'effectuer les autres opérations techniques ont suivi une formation similaire, en présence des magistrats présidant ces commissions. Afin de garantir le bon déroulement de l'opération, M. Chemmami a précisé que les dernières dispositions matérielles et logistiques ont été arrêtées, notamment à travers la levée de certaines réserves formulées par les responsables des services concernés, à l'occasion de plusieurs réunions présidées par le wali, Abdelwahab Bertima. Pour ces élections locales, la wilaya de Tiaret compte 4.306 candidats répartis sur 162 listes, dont 153 pour les APC et 9 pour l'APW, tandis que le corps électoral s'élève à 519.212 électeurs.

ORAN

Fin de campagne entre conquête des voix et alliances en coulisses



H. Nassira

Neuf formations politiques et 124 listes ont rivalisé d'initiatives pour convaincre les électeurs. Au-delà des programmes, les tractations anticipées autour des futures présidences d'APC auront également marqué cette campagne.

La campagne électorale pour le renouvellement des Assemblées populaires communales (APC) et de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran s'achève ce mardi 24 novembre, après plusieurs jours de mobilisation sur le terrain. Neuf formations politiques, à travers 124 listes, ont multiplié les stratégies pour conquérir les suffrages, entre rencontres de proximité, présentation de programmes, porte-à-porte et communication sur les réseaux sociaux.

Si certains candidats ont privilégié le contact direct avec les citoyens, d'autres ont misé sur leur visibilité numérique et l'affichage de leurs portraits pour se faire connaître. Mais l'un des faits marquants de cette campagne réside dans les rapprochements déjà engagés entre candidats, en prévision de la conquête des présidences des futures assemblées communales.

La participation, dernier enjeu de la campagne

À quelques jours du scrutin du samedi 28 novembre, le défi consiste désormais à transformer les efforts de campagne en mobilisation électorale. La lutte contre l'abstention a ainsi occupé une place récurrente dans les discours, les candidats appelant les citoyens à participer au choix de leurs représentants et aux orientations du développement local.

Sur le terrain, les programmes ont largement convergé autour des préoccupations quotidiennes : aménagement urbain, éclairage public, espaces verts, propreté, amélioration des services publics, numérisation et modernisation de l'administration, ainsi que la demande de nouveaux programmes de logements sociaux.

Des communes en quête d'élus porteurs d'initiatives

Pour les observateurs, les propositions avancées par les différentes formations présentent peu de divergences de fond. Pourtant, les prochaines assemblées sont attendues sur leur capacité à dépasser la gestion courante pour impulser une véritable dynamique de développement et diversifier les ressources communales.

La valorisation des déchets, le tri sélectif, les équipements intelligents et la recherche de nouvelles sources de revenus figurent parmi les pistes susceptibles de faire évoluer la gestion locale. Une ambition qui suppose de privilégier les initiatives collectives plutôt que les rivalités personnelles autour des postes, souvent à l'origine de blocages au sein des assemblées.

Les alliances se négocient avant le scrutin

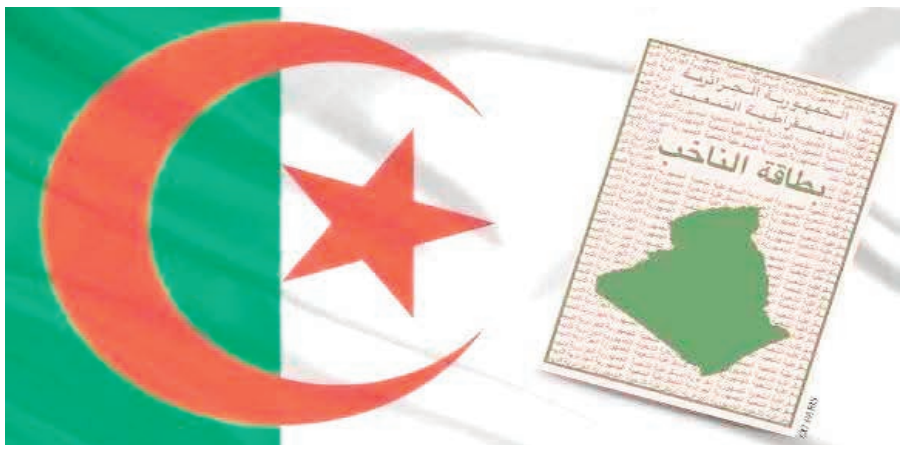
Autre particularité de cette campagne : des candidats issus de différentes formations ont engagé des contacts préalables en vue de constituer des alliances au sein des futures assemblées. Ces tractations portent notamment sur les présidences d'APC et la répartition des responsabilités au sein des commissions, révélant une compétition politique qui se joue déjà en coulisses.

Pour certains observateurs, la configuration des alliances commence ainsi à se dessiner entre candidats, avant même les éventuels accords entre partis. L'heure est désormais au verdict des urnes, dont dépendront aussi bien les rapports de force locaux que la composition des futures assemblées.

RELIZANE

Tous les moyens mobilisés pour le bon déroulement du scrutin

H.N



La délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) de Relizane a mobilisé tous les moyens matériels, techniques et humains nécessaires afin de garantir le bon déroulement des élections des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), prévues le 28 novembre. "Toutes les dispositions organisationnelles et techniques ont été finalisées au niveau des 38 communes de la wilaya", a indiqué le coordinateur de wilaya de cette instance, Ali Sayeh Djebbour. Le siège de la délégation de wilaya, ainsi que les salles des opérations des délégations communales, ont abrité une simulation générale des différentes étapes du jour du scrutin, avec la participation de l'ensemble des délégations communales. Cette opération, à laquelle ont pris part les coordinateurs, les magistrats et les assistants techniques, a permis de tester l'état de préparation des plateformes numériques ainsi que l'efficacité des systèmes de saisie des données, de numérisation, de traitement des données électorales et de transmission des résultats dans les délais impartis. Ces dispositifs visent à garantir la transparence et la précision dans la transmission des résultats à l'Autorité nationale indépendante des élections. Concernant l'encadrement humain, M. Djebbour a souligné que les sessions de formation destinées à près de 17.000 encadreurs ont été achevées. Ces derniers seront répartis sur 366 centres de vote comprenant 1.274 bureaux de vote, avec pour objectif de leur permettre de maîtriser les aspects juridiques, organisationnels et techniques liés au déroulement du contrôle. Les encadreurs ont commencé, au début de cette semaine, à retirer leurs réquisitions auprès des sièges des délégations communales. Le corps électoral de la wilaya de Relizane compte 447.310 électeurs, appelés à choisir leurs représentants parmi 156 listes de candidats aux APC et 8 listes de candidats à l'APW.

CHLEF

Les citoyens aspirent à valoriser le potentiel agricole et touristique

C.A

Les citoyens de Chlef aspirent à des assemblées populaires communales et de wilaya aptes à valoriser les atouts et le potentiel de la wilaya, notamment dans les domaines de l'agriculture et du tourisme, mais aussi en matière de modernisation de l'administration et de la gestion. Ces aspirations ont été recueillies auprès des citoyens en marge des réunions populaires et des rencontres de proximité organisées dans le cadre de la campagne électorale pour les locales du 28 novembre.

Le dossier agricole figure en tête des préoccupations, la wilaya comptant parmi les leaders nationaux en production d'agrumes, d'olives, de légumes et de fruits, ce qui permet leur exportation et le développement des industries agroalimentaires. Des diplômés universitaires et ingénieurs agronomes ont proposé la création d'unités de transformation agroalimentaire pour absorber les excédents de production, limiter les pertes post-récolte et offrir des perspectives d'emploi à la main-d'œuvre locale. D'autres ont appelé à intensifier les efforts de valorisation des produits agricoles, notamment en mettant à disposition des installations de réfrigération et de stockage et en encourageant les opérations d'exportation et de commercialisation. Le littoral de Chlef, long d'environ 129 km, fait par ailleurs porter aux habitants des zones côtières l'espoir d'assemblées élues qui mettront l'accent, dans leurs plans de développement, sur l'investissement dans le tourisme et la pêche en mer, ainsi que sur l'amélioration des infrastructures, afin de faire de la wilaya une destination touristique d'excellence et un pôle spécialisé dans l'aquaculture et la production halieutique. Les habitants des zones rurales ont, de leur côté, exprimé le souhait de renforcer leur participation à la gestion des opérations de développement dans le cadre d'une approche démocratique participative, et ont évoqué la nécessité d'aménager les voies rurales et d'améliorer l'approvisionnement en eau potable et en eau d'irrigation agricole.

Les différentes salles et espaces publics des communes se sont transformés en tribunes ouvertes au débat, où les citoyens ont pu exposer leurs préoccupations aux candidats, notamment sur la modernisation de l'administration et la mise en œuvre de propositions sous forme de projets concrets prenant en compte les spécificités de chaque commune.

Ces débats ont illustré une pratique démocratique locale basée sur la proximité et le dialogue, dynamisant le rôle du citoyen qui ne se limite plus à voter le jour du scrutin, mais s'étend désormais à la définition des priorités de développement. Plusieurs candidats se sont engagés à associer les citoyens à ces priorités et à rester à leur écoute s'ils gagnent la confiance des électeurs. La wilaya de Chlef compte plus de 700.000 électeurs et 148 listes en lice pour les APC, dont 146 partisanes et deux indépendantes, auxquelles s'ajoutent six listes pour l'APW.

CANDIDAT À L'APC D'ARZEW – LISTE MSP N°5

Bacha Rachid mise sur la proximité et l'écoute des citoyens



Bakhta B

Candidat aux élections communales du 28 novembre à Arzew, Bacha Rachid, qui occupe la cinquième position sur la liste du Mouvement de la société pour la paix (Hamas), place la proximité avec les citoyens et l'amélioration du cadre de vie au cœur de sa démarche. Originaire de la ville où il a grandi et construit une partie de son parcours personnel et professionnel, il entend faire de cette connaissance du terrain un point d'appui de son engagement au sein de l'Assemblée populaire communale.

Père de famille et employé de l'Epic Oran Vert, le candidat revendique un attachement particulier à Arzew, dont il dit connaître les quartiers, les réalités quotidiennes et les préoccupations de la population. Un ancrage local qu'il présente comme un élément déterminant dans sa décision de prendre part à la compétition électorale. Pour lui, l'engagement communal ne saurait se limiter à une présence au sein d'une assemblée : il suppose une disponibilité constante, une écoute attentive et un suivi concret des préoccupations exprimées par les habitants.

Son parcours personnel a également été marqué par des expériences professionnelles et sportives qu'il estime déterminantes dans la construction de sa vision de l'engagement collectif. Ancien membre des rangs de la Gendarmerie nationale, Bacha Rachid a également évolué comme joueur au sein de l'Olympique d'Arzew (OM Arzew). Deux expériences qu'il associe à l'apprentissage de la discipline, au sens du devoir, à la rigueur et à l'esprit d'équipe. Des valeurs qu'il souhaite transposer dans son éventuelle action au sein de l'institution communale.

Au-delà de sa candidature, son discours s'articule autour d'une préoccupation centrale : replacer les attentes des habitants au centre de l'action locale. L'amélioration du cadre de vie, la prise en charge des doléances et la recherche de réponses aux difficultés quotidiennes constituent ainsi les principaux axes de l'engagement qu'il propose aux électeurs. Il insiste particulièrement sur la nécessité de maintenir un lien permanent avec la population, de ne pas laisser les préoccupations sans suivi et de faire de l'écoute un préalable à toute démarche de prise en charge.

Le candidat affirme, par ailleurs, ne pas vouloir miser sur des promesses démesurées. Il préfère mettre en avant une conception du mandat fondée sur le travail, la proximité et la responsabilité envers les citoyens. S'il obtient la confiance des électeurs, il dit vouloir œuvrer au service de l'ensemble des habitants d'Arzew, sans distinction, et contribuer, à son niveau, à la dynamique de développement de la commune.

« Je ne viens pas avec de grandes promesses. Je sollicite votre confiance pour être votre voix et travailler avec vous et pour vous », résume-t-il.

Une déclaration qui traduit sa volonté de faire de la représentation communale un engagement de terrain, placé sous le signe de la disponibilité et de la responsabilité.

CANDIDAT DU MSP

Aziz Semach place les préoccupations des quartiers au cœur de son programme

B. B

La gestion de proximité, l'amélioration du cadre de vie et le suivi des doléances des habitants constituent les principaux axes défendus par Aziz Semach, candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) pour la commune d'Oran aux élections locales du 28 novembre. Âgé de 51 ans et issu du mouvement associatif, il figure en 17e position sur la liste portant le numéro 5, avec l'ambition de faire de l'action communale un levier de réponse aux besoins quotidiens de la population.

Son engagement électoral s'appuie sur une conviction : la commune, en tant qu'institution la plus proche du citoyen, doit être en mesure de traduire les préoccupations exprimées sur le terrain en interventions concrètes. Une orientation qui se reflète dans les priorités qu'il avance, avec un accent particulier sur la qualité des services publics, l'entretien de l'environnement urbain et l'amélioration des infrastructures de proximité.

Dans le détail, Aziz Semach entend accorder une attention soutenue à la propreté des quartiers, à l'entretien du cadre environnemental et à la prise en charge des insuffisances affectant les espaces de vie. La réhabilitation des routes et la modernisation de l'éclairage public figurent également parmi les chantiers qu'il souhaite voir bénéficier d'un suivi particulier. Le volet éducatif n'est pas en reste, le candidat préconisant un accompagnement accru des établissements scolaires et une amélioration des conditions de scolarisation.



Une attention spécifique est également annoncée en direction de la cité AADL El Hassi, particulièrement le site des 1 300 logements, dont les habitants sont confrontés à des préoccupations liées à l'aménagement urbain, à l'environnement et aux services de proximité. Le candidat affirme vouloir porter ces doléances auprès des administrations concernées et assurer le suivi des démarches nécessaires à leur prise en charge. Au-delà de ces engagements sectoriels, Aziz Semach met en avant une méthode de gestion fondée sur la programmation, la hiérarchisation des besoins et l'évaluation des actions entreprises. Il plaide pour un mandat marqué par une présence régulière sur le terrain et une concertation permanente avec les citoyens, estimant que l'efficacité de l'action communale doit se mesurer à sa capacité à produire des améliorations tangibles dans le quotidien des habitants.

CANDIDATE DU FLN À HASSI BOUNIF

Fatima Boudraa fait de la proximité citoyenne le socle de son engagement communal



S Hadjar

L'expérience administrative et la connaissance du terrain constituent les deux leviers sur lesquels Fatima Boudraa entend s'appuyer dans la course à l'Assemblée populaire communale de Hassi Bounif. Candidate du Front de libération nationale (FLN), classée à la 13e position sur la liste numéro 1, elle défend une conception de l'action communale fondée sur l'écoute, la présence auprès des citoyens et la prise en charge de leurs préoccupations quotidiennes.

À l'approche du scrutin du 28 novembre, la candidate place la qualité du service public et l'amélioration des conditions de vie des habitants au centre de sa démarche. Pour elle, briguer un mandat local ne relève pas d'une simple ambition électorale, mais d'une volonté de s'impliquer concrètement dans la gestion des affaires de la commune et de contribuer à apporter des réponses aux attentes de la population.

Employée administrative à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran et ancienne élue, Fatima Boudraa met en avant un parcours qu'elle considère comme un acquis pour appréhender les exigences de la gestion locale. Elle insiste notamment sur la complémentarité entre maîtrise des procédures administratives et connaissance des réalités du terrain. Une approche qui, selon elle, doit se traduire par un élu accessible, attentif aux doléances et capable d'assurer leur suivi dans le cadre des prérogatives légales de l'assemblée communale. Au-delà des engagements de principe, la candidate décline plusieurs priorités pour Hassi Bounif. L'amélioration du cadre de vie, la prise en charge des équipements publics, le renforcement des opérations de nettoyage et l'amélioration de l'aménagement urbain figurent parmi les axes qu'elle souhaite voir bénéficier d'une attention accrue. Elle entend également défendre une politique locale davantage attentive aux attentes des jeunes, à la place de la femme et aux besoins de l'enfant, tout en accordant une considération particulière aux quartiers et aux zones qui demeurent en attente d'une meilleure prise en charge. En direction des électeurs, Fatima Boudraa appelle à faire de cette échéance un choix en faveur des compétences et des profils disposés à s'investir durablement dans la gestion des affaires locales. Elle rappelle que le développement communal ne peut reposer sur les seuls élus, mais suppose une implication collective et un dialogue permanent avec les habitants. « Servir le citoyen n'est pas un slogan électoral, mais un engagement moral et une responsabilité qui se poursuivent avant et après les élections », souligne-t-elle.

ANIE ORAN

Interdiction des banquets électoraux et mise en garde contre les sanctions financières

Habib Benaouda



À Bir El Djir, une demande d'organisation d'un dîner collectif a été rejetée. L'Autorité indépendante met en garde contre toute tentative d'influence sur les électeurs par le biais des invitations et des repas, sous peine de sanctions financières.

La campagne électorale ne saurait servir de prétexte à la distribution de repas ni à l'organisation de banquets pour rallier les suffrages. C'est le rappel adressé par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) aux partis politiques et aux listes engagés dans les élections locales à Oran, sommés de s'abstenir d'organiser des dîners, des banquets ou des repas collectifs durant cette période.

Les services de l'Autorité ont mis en garde contre ces pratiques, susceptibles d'être assimilées à des tentatives de captation des voix par des avantages matériels, en contradiction avec les principes d'équité et de transparence qui doivent encadrer la compétition électorale. L'interdiction concerne également les rencontres de proximité et les rassemblements politiques lorsqu'ils servent de cadre à l'offre de repas aux citoyens, même sous couvert d'activités de communication électorale.

Le rappel à l'ordre a notamment pris une dimension concrète à Bir El Djir, où certaines formations politiques et listes électorales avaient sollicité l'ANIE pour organiser un dîner collectif dans le cadre de leur campagne.

Leur demande a été rejetée, les intéressés ayant été avisés de l'interdiction de cette initiative, jugée susceptible de rompre l'égalité des chances entre les candidats.

L'Autorité indépendante a, par ailleurs, averti les représentants des formations politiques que tout manquement à ces règles pourrait entraîner des sanctions légales, notamment des amendes financières, conformément aux dispositions en vigueur.

À travers ce dispositif de contrôle, l'ANIE entend couper court aux formes de sollicitation électorale fondées sur les avantages matériels et alimentaires. Le message est sans équivoque : la conquête des suffrages doit se jouer sur les programmes, les propositions et la crédibilité des engagements, et non autour des tables de banquet.

ME KOURAK MOHAMED REDHA, CANDIDAT DU RND À L'APW DE TLEMCEN

La proximité citoyenne et le développement local au cœur de ses engagements

O.DEGUI



Avocat de profession, Me Kourak Mohamed Redha est candidat aux élections de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tlemcen sur la liste du Rassemblement national démocratique (RND). Il présente son engagement comme une "responsabilité avant d'être un mandat", fondé sur l'écoute, la proximité, la transparence et la disponibilité, avec la volonté de mettre son expérience et ses compétences au service de la wilaya. Sa décision de se porter candidat s'inscrit, selon lui, dans une démarche de participation active à la vie publique, de contribution au débat démocratique et de prise en charge des préoccupations des citoyens. Il dit croire en "une politique de proximité, de transparence et de responsabilité", qui donne la parole aux citoyens et place le développement de la wilaya au cœur de ses priorités, dans un esprit d'ouverture et de dialogue avec tous ceux qui souhaitent contribuer à l'avenir de la région. Parmi ses priorités figurent l'amélioration du cadre de vie et des infrastructures, le soutien à la jeunesse et la création d'opportunités, l'amélioration des services publics et de la santé, l'accompagnement des familles et des personnes démunies, le développement économique et social de la wilaya, la transparence et la lutte contre toute forme de négligence, ainsi que la lutte contre la drogue, à travers une approche globale combinant prévention, prise en charge médicale et répression du trafic, mobilisant institutions, professionnels de la santé, forces de sécurité et acteurs éducatifs. Sur le volet sportif, Me Kourak relève une crise structurelle marquée par un déficit budgétaire chronique et des infrastructures vieillissantes, qui freine les performances et la pérennité des clubs. Il cite le club phare de la région comme les formations amateurs des communes, à l'image de l'équipe de handball de Maghnia et des équipes de football en voie de disparition faute de moyens, rappelant les formations qui ont beaucoup donné au football algérien (ICST, USR, CRBH, IRBM et JSMT). Face à cette "asphyxie financière" et à la dépendance aux subventions, il estime nécessaire de trouver rapidement des solutions entre aides publiques, soutien des mécènes et mobilisation des fidèles, et de prendre en considération ces clubs. Me Kourak affirme ne pas venir "faire de simples promesses", mais proposer un engagement sérieux fondé sur le travail, la proximité et la responsabilité, afin de construire "une wilaya plus forte, plus juste et plus prospère".

KARIM ROUAÏ, CANDIDAT DU FRONT EL MOUSTAKBAL À BIR EL DJIR

L'initiative locale au cœur de son ambition pour une commune productive



H. Nassira

Fort de son expérience dans le mouvement associatif et de sa connaissance des préoccupations des habitants, Karim Rouaï, candidat du Front El Moustakbal à Bir El Djir, entend contribuer à impulser une nouvelle dynamique dans la gestion de la commune. Son ambition : passer d'une administration classique à une approche fondée sur l'initiative et le développement local.

La campagne électorale du Front El Moustakbal à Bir El Djir, dans la wilaya d'Oran, se poursuit à un rythme soutenu, à quelques jours de sa clôture prévue ce mardi. Au cœur du programme défendu par ses candidats figure un objectif central : faire de la commune un véritable espace de production et d'initiatives, en rompant avec les pratiques traditionnelles de gestion. Classé à la 19e position sur la liste du parti, Karim Rouaï, connu pour son engagement associatif au sein de la Fédération de la société civile de la daïra de Bir El Djir, entend mettre son expérience au service de l'action publique locale. Employé de la commune, il a notamment exercé des responsabilités liées à l'environnement et à la propreté du cadre de vie. Un parcours qui lui a permis de côtoyer de près les réalités du terrain et les préoccupations des citoyens. Parmi ses priorités figure le rapprochement de l'administration des administrés, à travers la simplification des procédures, la lutte contre la bureaucratie et la moralisation de la gestion publique. Il plaide également pour une administration à l'écoute, à l'abri des conflits d'intérêts et de tout abus de pouvoir. L'ouverture d'antennes d'Algérie Poste, d'Algérie Télécom et de Sonelgaz dans les quartiers à forte densité de population est également proposée afin d'alléger la pression sur les structures existantes. Le programme prévoit, par ailleurs, la réhabilitation des marchés de proximité, notamment à Sidi El Bachir et El Yasmine, la rénovation des routes et des voies secondaires, ainsi que l'entretien de la signalisation routière. La remise en état des écoles primaires, la généralisation des cantines scolaires avec des repas équilibrés et la réhabilitation des structures de santé figurent également parmi les engagements avancés.

La liste entend aussi défendre les terres agricoles contre l'expansion urbaine, lutter contre les constructions anarchiques, régulariser les dossiers de logement dans le respect de la loi et améliorer l'éclairage public. À travers les rencontres de proximité organisées durant la campagne, Karim Rouaï affirme avoir recueilli les préoccupations des habitants. Il s'engage à maintenir les portes ouvertes au dialogue et à associer les citoyens aux projets de développement de leur commune, tout en appelant les électeurs à se mobiliser massivement le 28 novembre.

ÉLABORATION DE LA CARTE SOCIALE

Des experts saluent la décision du président Tebboune

R. N



Des experts et des spécialistes ont apprécié, lundi, la volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de poursuivre les efforts pour l'élaboration de la carte sociale nationale et l'établissement d'un référentiel algérien dédié aux données sociales, soulignant l'importance de cette démarche pour l'amélioration du cadre de vie du citoyen et la consécration de la justice sociale.

Dans des déclarations à l'APS, les experts ont indiqué que cette carte, au sujet de laquelle le président de la République a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée dimanche, la poursuite des efforts pour son élaboration, avec l'établissement d'un référentiel algérien dédié aux données sociales, sans se contenter des modèles préétablis provenant de l'étranger, constitue "une étape importante vers le développement de la gestion des affaires publiques".

Dans ce cadre, le consultant en transformation numérique, Fateh Bouressas, a souligné que cette carte "permettra, si elle est élaborée sur la base de données précises, actualisées et intégrées entre les différents secteurs, de déterminer les besoins réels des citoyens et de recenser les disparités en matière de développement entre les différentes communes et wilayas, ainsi que d'orienter les aides et les investissements publics vers les régions et les catégories les plus nécessiteuses".

Elle constituera également "un outil essentiel pour rationaliser les dépenses et orienter les aides vers de véritables bénéficiaires, contribuant ainsi à la réalisation de la justice sociale avec davantage d'efficacité", a ajouté M. Bouressas.

Dans ce contexte, il a souligné que « la réussite du projet ne dépend pas uniquement de la collecte des données, mais également de l'exactitude, de l'actualisation continue, de la protection et de l'interconnexion de celles-ci au sein d'un système numérique performant permettant de prendre des décisions fondées sur des données concrètes, une exigence à laquelle le président de la République a veillé en ordonnant la mise en place d'un référentiel algérien dédié aux données sociales ».

S'appuyer sur les compétences

A cet égard, l'expert a mis en avant "la nécessité de s'appuyer sur les compétences nationales pour définir un modèle algérien tenant compte des spécificités locales".

De son côté, l'expert économique, Abderrahmane Hadef, a relevé l'importance de cette cartographie qui "regroupera l'ensemble des indicateurs socio-économiques, à travers un recensement statistique local précis, en s'appuyant sur toutes les sources nationales de données, notamment celles des wilayas et des communes, qui seront exploitées grâce aux technologies numériques, dans le cadre de la science de l'analyse des données".

M. Hadef a salué la volonté du président de la République de faire traiter ces données selon des modèles développés localement, en faisant appel aux compétences algériennes.

Selon l'expert, ce projet permettra aux hautes autorités du pays "d'avoir une connaissance précise de la réalité sociale et économique algérienne, ce qui les contribuera à améliorer les performances de l'économie nationale et les conditions de vie des citoyens".

Pour sa part, le spécialiste en gestion, en management et en intelligence économique, Mohamed Rafik Missoum, a souligné que l'adoption d'un modèle algérien en matière de données sociales constituera "une consécration de la souveraineté numérique nationale, loin de toute dépendance technique ou méthodologique à l'égard des modèles étrangers".

Cela permettra également de fournir des "statistiques précises, enjeux de la réalité sociale", dans le cadre d'une cartographie nationale reposant sur l'interconnexion entre les différents secteurs, notamment ceux de l'intérieur, du travail et de la sécurité sociale, a indiqué l'expert, soulignant l'importance de cette démarche dans l'amélioration des mécanismes de prise de décision, et l'accompagnement des efforts de l'Etat visant à consacrer la justice sociale, en lui permettant d'orienter les aides publiques vers leurs véritables bénéficiaires avec "efficacité et transparence".

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Tebboune veut renforcer l'intégration continentale

La 5e édition de la Conférence africaine des start-up (ASC 2026), qui se tiendra du 5 au 7 décembre prochain au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, regroupera des entrepreneurs, des investisseurs et des innovateurs, ainsi que des décideurs, dans le mais d'explorer les perspectives de l'entrepreneuriat et du développement technologique sur le continent. Des experts économiques ont apprécié les instructions données du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de garantir une préparation rigoureuse de la Conférence africaine des start-up et de consacrer une approche ciblée sur l'atteinte de résultats concrets, ce qui contribuera au renforcement de l'intégration africaine dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

Dans des déclarations à l'APS, plusieurs experts ont souligné l'importance de cet événement, qui permettra d'établir des partenariats économiques et technologiques entre les start-up africaines, de développer les mécanismes de financement et de favoriser les échanges d'expertises, en vue de concrétiser des projets conjoints et de renforcer l'intégration de l'écosystème de l'innovation et de l'entrepreneuriat à l'échelle du continent.

Dans ce contexte, l'expert El Houari Tighersi a souligné que l'accent mis par le président de la République sur la nécessité que les résultats de cette conférence soient à la hauteur de ceux obtenus lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) traduit une volonté de faire des manifestations économiques des espaces pour la création de valeur ajoutée, et l'ouverture de véritables opportunités d'investissement et de nouveaux marchés aux entreprises africaines.

Il a ajouté que cette conférence constitue une opportunité pour renforcer la coopération économique et technologique entre les pays africains, à travers le développement de partenariats durables et la mise en relation des start-up avec les investisseurs et les marchés, soulignant l'importance de mettre en place un réseau continental de l'innovation et de l'entrepreneuriat, en même temps de favoriser les échanges d'expertises et le développement de projets communs.

L'expert a également souligné que l'élargissement des consultations au Premier ministre ainsi qu'aux ministères des Affaires étrangères et de l'Enseignement supérieur, sous la supervision du directeur de cabinet de la présidence de la République, témoigne de l'importance de la coordination entre les dimensions diplomatiques, scientifiques et économiques, notamment en rapprochant les universités et centres de recherche des entreprises économiques, mais aussi en valorisant et en transformant les résultats de la recherche scientifique en produits et services commercialisables.

Pour sa part, Cherif Daroui, expert économique, considère que les instructions du président de la République traduisent une volonté de passer de l'organisation de manifestations économiques à la concrétisation d'un impact tangible, en traduisant les orientations politiques en programmes et mécanismes exécutifs à même de renforcer le système de l'innovation et de l'entrepreneuriat à l'échelle continentale. La coordination institutionnelle est à même d'assurer la mise en adéquation des résultats de la conférence avec les politiques publiques et les législations, ainsi à lever les obstacles administratifs et juridiques auxquels sont confrontées les start-up africaines, notamment en matière de financement et de difficultés à se développer au-delà des marchés nationaux, at-il dit, insistant sur l'importance de mettre en place des mécanismes de suivi garantissant la pérennité des résultats issus de cette manifestation.

RÉALISATION D'UN COMPLEXE OLYMPIQUE À CONSTANTINE

Le Projet fortement salué

Des responsables de la scène sportive ainsi que des cadres de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de Constantine ont fortement reconnu l'approbation, par le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, du projet de réalisation d'un village olympique et d'un complexe omnisports dans la wilaya, estimant que ces infrastructures contribueront au renforcement du parc sportif local, à la promotion du sport d'élite et à la détection des jeunes talents.

Dans ce contexte, la présidente de l'Association sportive d'athlétisme "Olympique Constantine" et directrice du lycée sportif de Constantine, Hanane Gharbi a exprimé, dans une déclaration à l'APS, sa satisfaction à la suite de l'approbation par le Conseil des ministres de la réalisation de ces projets, qu'elle a qualifié d'"acquis important" pour le mouvement sportif national et local, mentionnant qu'ils constituent un "puissant levier" pour la détection des talents sportifs.

Elle a ajouté que le village olympique et le complexe sportif représenteront un "soutien considérable" pour le lycée sportif, qui accueille de jeunes talents et des athlètes d'élite issus de Constantine, des wilayas limitrophes ainsi que de différentes régions du pays, permettant ainsi de consolider les conditions de préparation aux échéances sportives continentales et internationales.

De son côté, Bachir Bachtarzi, conseiller principal à la DJS de Constantine, a estimé que la concrétisation de ces infrastructures constituera un véritable acquis pour le mouvement sportif, caractérisé que la disponibilité d'équipements et d'espaces sportifs adaptés contribuera à améliorer les conditions d'entraînement et de préparation, avec des retombées positives sur le niveau des athlètes et leurs performances futures. Pour sa part, Feth Ennour Lecheheb, ancien joueur international de handball et conseiller principal à la DJS de Constantine, a salué le projet de réalisation de ces infrastructures sportives, qui répond, selon lui, à un besoin de longue date dans la wilaya de Constantine, qui accusait un déficit en équipements de cette nature. Il a souligné, à cet égard, que la disponibilité d'infrastructures sportives constitue un facteur essentiel au développement du sport et à l'encouragement des jeunes à sa pratique.

DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

Tebboune lance le projet d'usine de batteries au lithium

R. N



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion de travail consacrée au lancement du projet de construction d'une usine de batteries au lithium, indique un communiqué de la Présidence de la République.

A cette occasion, le président de la République a nommé le professeur Karim Zaghib en tant que chef de ce projet, chargé de l'étude et du suivi des étapes techniques et technologiques de sa réalisation, sous la supervision du maître d'ouvrage, le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, par le biais de Sonelgaz International, précise la même source.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de transition énergétique et de diversification de l'économie, qui vise à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à développer une industrie locale à forte valeur ajoutée.

La future usine de batteries au lithium devrait permettre de renforcer les capacités nationales dans le domaine du stockage d'énergie, tout en accompagnant le déploiement des énergies renouvelables et le développement de la mobilité électrique sur le territoire national.

La désignation du professeur Karim Zaghib, spécialiste reconnu du domaine, traduit la volonté des pouvoirs publics de s'appuyer sur une expertise de haut niveau pour mener à bien ce projet structurant. Selon le communiqué, les différentes étapes de sa concrétisation feront l'objet d'un suivi rigoureux afin de garantir le respect des délais, la maîtrise technologique et l'intégration progressive de l'industrie nationale dans les chaînes de valeur mondiales du lithium et des

LIGNE MINIÈRE DE L'EST

Un levier stratégique pour les exportations hors hydrocarbures

R. N

Des experts économiques ont souligné l'importance stratégique du projet de la ligne minière Est dépendant d'Annaba à Tébessa, en passant par Guelma et Souk Ahras, dans le processus de valorisation des richesses minières nationales et le renforcement des exportations hors hydrocarbures, en ce qui concerne son rôle dans le raccordement des sites d'extraction du phosphate aux installations de transformation industrielle et aux débouchés à l'exportation, contribuant ainsi à améliorer la compétitivité des engrais algériens sur le marché international.

Considéré comme un axe essentiel du projet intégré de phosphate, ce projet dépasse le cadre du développement des infrastructures de transport pour constituer un levier pour l'instauration d'un système économique et industriel intégré, dans lequel s'intègrent les investissements miniers, logistiques et portuaires, en même de générer une valeur ajoutée locale, de créer des emplois et de renforcer la diversification de l'économie nationale, selon les experts.

Dans une déclaration à l'APS, l'expert économique, M. Ishak Kherchi, a indiqué que le projet de la ligne ferroviaire minière Bled El Hadba-Oued Kebrit-port d'Annaba, constitue l'un des plus grands projets stratégiques de valorisation des richesses minières nationales, en tant que maillon essentiel permettant de transporter d'importantes quantités de phosphate, tout en impliquant les coûts de transport et en permettant aux engrais d'atteindre les marchés avec une qualité élevée et des prix concurrents, générant ainsi une valeur ajoutée supérieure à celle de l'exportation des matières extraites à l'état brut.

Ce projet contribuera au renforcement des exportations hors hydrocarbures et à l'augmentation des recettes en devises, tout en créant des emplois et en stimulant les investissements liés au secteur minier, de manière à soutenir la constitution d'une base industrielle nationale plus diversifiée et compétitive, a ajouté M. Kherchi.

Valoriser les ressources minières

L'expert a également salué les dimensions économiques et environnementales de la décision d'exploiter les sables extraits des fonds portuaires dans les projets de travaux publics et d'infrastructures, estimant qu'elle s'inscrit dans une approche d'économie circulaire et permet de réduire la pression sur les sources traditionnelles de sable, notamment les sables des oueds.

Concernant la création d'une société nationale de nettoyage des ports, M. Kherchi a souligné que cette démarche traduite une orientation stratégique visant à renforcer les capacités nationales en matière d'entretien des infrastructures portuaires et à réduire la dépendance aux entreprises étrangères spécialisées dans ce domaine, tout en permettant le développement de l'expertise locale et l'extension future de l'activité de cette société aux marchés africains.

De son côté, l'expert économique, Abderrahmane Hadef, a souligné que la ligne minière Est constitue un maillon important du projet intégré de phosphate, dans la mesure où elle permettra de valoriser les ressources minières et de faire de la ligne ferroviaire un véritable axe économique et un acquis stratégique sur le plan logistique.

En outre, ce projet contribuera au désenclavement de nombreuses régions et à l'ouverture d'un corridor économique à même d'attirer et d'implanter différentes activités économiques, renforçant ainsi le développement local et offrant de nouvelles opportunités aux petites et moyennes entreprises (PME) exploitées dans la région, a ajouté M. Hadef.

Il a également affirmé que la maîtrise de la maîtrise des projets structurants, à l'instar des lignes minières Ouest et Est, témoigne du développement des capacités nationales en matière de réalisation de grandes infrastructures et ouvre la voie à une reconfiguration de la carte économique du pays, soulignant que le projet intégré de phosphate permettra à l'Algérie d'atteindre l'autosuffisance en matière d'engrais, constituant ainsi un levier direct pour le renforcement de la sécurité alimentaire nationale, tout en promouvant la position de l'Algérie en tant que qu'acteur sur le marché international des engrais.

INDUSTRIE

L'Algérie mise sur les secteurs technologiques stratégiques

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a tenu une réunion consacrée au renforcement de la recherche scientifique appliquée et à son orientation vers le développement des industries technologiques à dimension stratégique, indique lundi un communiqué du ministère.

M. Baddari s'est réuni, dimanche, avec le membre du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, M. Karim Zaghib, en présence du directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, de directeurs et de représentants des deux centres de recherche scientifique, à savoir le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) et le Centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l'énergétique (CRTSE).

Ainsi que de la directrice générale de l'Agence nationale de valorisation des résultats. de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), précise la même source.

DIASPORA ALGÉRIENNE

Le ministre de la Santé reçoit Elias Zerhouni

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu le coordinateur du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, Pr Elias Zerhouni, indique un communiqué du ministère. La rencontre s'est déroulée, dimanche, en présence du président de l'Instance nationale de promotion de la santé et de développement de la recherche scientifique, Pr Mostéfa Khiati, ainsi que des membres de la commission sectorielle permanente de la recherche scientifique et du développement technologique, présidée par M. Nabil Aouffen. Elle s'inscrit dans le cadre de la concertation et de l'échange de vues sur les perspectives de développement du système national de santé, ainsi que sur le "renforcement des liens de coopération avec les compétences scientifiques nationales à l'étranger et la mise à profit de leurs expertises et de leurs expériences internationales pour accompagner le processus de réformes et de modernisation que connaît le secteur". A l'entame de la rencontre, M. Ait Messaoudene a mis l'accent sur l'importance de valoriser les compétences nationales et de mobiliser leur expertise et leurs potentialités scientifiques à l'appui des efforts visant à moderniser le système national de santé et à améliorer ses performances, mettant en avant « la volonté du ministère de la Santé d'ancrer la complémentarité entre la recherche scientifique, le développement technologique et la pratique sanitaire, de manière à soutenir le processus de modernisation du système national de santé, à promouvoir la qualité des prestations de santé et à améliorer la prise en charge du citoyen". A cette occasion, il a présenté la feuille de route adoptée par le ministère pour le développement du secteur, s'articulant autour de plusieurs axes, notamment la numérisation et la modernisation des modes de gestion et l'amélioration de la prise en charge du malade. Il a affirmé, dans ce contexte, que le projet du dossier électronique du patient "a atteint des niveaux avancés et en est à sa phase finale", ce qui "permettra d'améliorer le suivi des soins du parcours d'informations du patient, de faciliter l'échange d'médicales avec fluidité entre les différents établissements de santé", ajoute la même source. La rencontre a également permis d'évoquer le développement des services de télémédecine, car constituant l'une des solutions modernes à même de rapprocher les services de santé des citoyens et d'élargir leur champ d'accès, notamment au niveau des zones éloignées. Pour sa part, le professeur Zerhouni s'est dit prêt "à accompagner le ministère de la Santé dans la mise en œuvre des politiques et plans tracés, en mettant à profit son expérience scientifique et professionnelle au service des projets visant à développer le système national de santé, nomment dans les domaines de la numérisation, l'innovation, la recherche scientifique, le transfert des technologies avancées et le développement des applications de l'intelligence artificielle dans le domaine de la santé", selon le communiqué.

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA :

«Aucun dépassement à l'encontre du citoyen ne saurait être toléré»

R. N

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a effectué, lundi, une visite de travail et d'inspection au niveau du Commandement de la Gendarmerie nationale, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans la dynamique de ses visites d'inspection et de travail aux différentes composantes de l'ANP, Monsieur le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, a effectué, aujourd'hui 23 novembre 2026, une visite de travail et d'inspection au niveau du Commandement de la Gendarmerie nationale", précise la même source.

A l'entame et après la cérémonie d'accueil donnée par le Général-major Ali Sidane, Commandant de la Gendarmerie nationale, le Général d'Armée Chanegriha a observé un moment de recueillement à la mémoire du héros Chahid Larbi Ben M'hidi, dont le siège du Commandement de la Gendarmerie nationale porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle des martyrs valeureux.



Par la suite, le Général d'Armée Chanegriha a tenu une d'orientation avec les cadres et les personnels, où il a prononcé une allocution, diffusée par visioconférence, à l'ensemble des unités de cette Arme, dans laquelle il a souligné que "la démarche visant à bâtir un Etat de droit, est devenue un engagement quotidien, dont s'acquittent avec professionnalisme et impartialité des institutions de l'Etat".

État de Droit

"L'un des facteurs essentiels dans la consolidation de l'Etat de Droit, figure l'attachement ferme et constant au devoir de se soumettre tous à la loi, sans exception, comme l'a affirmé Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, lors de sa supervision de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 2026-2027", a-t-il rappelé. "En effet, l'Etat de Droit n'est pas un slogan que l'on brandit à chaque occasion, mais un devoir quotidien dont s'acquittent, avec professionnalisme et impartialité, les institutions de l'Etat, à leur tête la Gendarmerie nationale, qui constituent l'une des composantes essentielles de l'avant-garde qui assurent la protection de l'ordre public et la préservation des droits des citoyens", a-t-il ajouté. Le Général d'Armée Chanegriha a également insisté sur l'importance d'"intensifier les efforts, en vue d'atteindre les objectifs de cette démarche résolue, notamment en imposant l'autorité de l'Etat et faisant face aux menaces, à l'instar de la drogue, ainsi que les desseins qui tentent de porter atteinte aux subsistances du citoyen et à son pouvoir d'achat".

"Ainsi, il est de votre responsabilité, en votre qualité de corps disposant des prérogatives de police judiciaire, de veiller à l'application stricte de la loi et la réglementation en vigueur à l'égard de tous, sans exception. Aucun individu, ni partie, ne saurait jouir d'une immunité, et aucune forme de dépassement à l'encontre du citoyen ne saurait être toléré, lequel représente le socle de l'Etat et de la République, et la source de légitimité de leurs pouvoirs", a-t-il insisté. "De même, il incombe au personnel de la Gendarmerie nationale de poursuivre l'intensification des efforts en vue de concrétiser les objectifs de cette démarche résolue, notamment en imposant l'autorité de l'Etat, faisant face aux tentatives des ennemis de la Patrie et des traîtres d'inonder notre pays par toutes sortes de drogues et de psychotropes et en déjouant les villages desseins qui tentent de s'en prendre aux subsistances des citoyens et à leur pourvoir d'achat", a-t-il poursuivi. Au terme de cette rencontre, le Général d'Armée Chanegriha a donné aux cadres et personnels du Commandement de la Gendarmerie nationale, une série d'instructions et d'orientations portant essentiellement sur la nécessité de « faire preuve davantage de vigilance et de prudence, pour faire échouer tous les plans malveillants visant notre pays, et de prendre toutes les mesures qui s'imposent, susceptibles de garantir la sécurisation totale et globale des différentes régions du pays et de ses frontières, notamment à l'aune de la conjoncture instable que connait notre environnement régional", conclut le communiqué du MDN.

FIAT ALGÉRIE

Lancement de la commercialisation de la Grande Panda

Wassila. B

Fiat Algérie a lancé la commercialisation de la Grande Panda. Après plusieurs mois d'attente, la marque italienne du groupe Stellantis a dévoilé le tarif de sa première voiture assemblée en CKD en Algérie avec un « taux d'intégration de 20 % » sur un marché qui souffre d'une offre rachitique de véhicules neufs.

Doté d'un moteur de 1.2 L essence de 72 CV, la Grande Panda « made in Algeria » affiche un prix de 2,949 millions de dinars. Pour acquérir la Grande Panda fabriquée en Algérie, Fiat El Djazaïr a indiqué que les « inscriptions s'effectuent uniquement sur son site officiel www.fiat.dz et sont entièrement gratuites et nullement un engagement de part et d'autre ». Ces inscriptions reposent sur un « processus transparent basé sur l'ordre chronologique d'inscription », assure la marque italienne.

Fiat Algérie : La Grande Panda est éligible au financement islamique

Fiat Algérie précise aussi que les clients déjà inscrits pour l'acquisition d'une Fiat 500 produites dans son usine de Tafraoui, « seront contactés afin de leur proposer d'être basculés vers la nouvelle Fiat Grande Panda ». La marque italienne a mis fin à l'assemblage de son modèle mythique en septembre 2025 pour lancer le montage de la Grande Panda.

Fiat Algérie précise que la Grande Panda est « éligible au financement pour les particuliers, à travers deux formules : le financement islamique et le crédit classique conventionnel ».La marque rappelle qu'elle et son réseau d'agents agréés « ne solliciteront jamais les clients par téléphone, messagerie ou via des liens externes pour obtenir des informations personnelles, des informations bancaires (numéro de carte de crédit, mot de passe, code de sécurité ou date d'expiration, etc.) quel qu'en soit le motif ».

Elle indique que seules les informations « strictement nécessaires » au traitement des demandes peuvent être « collectées dans le respect de la réglementation en vigueur relative à la protection des données à caractère personnel et ce via les canaux officiels de la marque et de ses agents agrées dont la liste est disponible sur le site www.fiat.dz ».

« Toute demande suspecte devra être considérée comme frauduleuse et ne saurait en aucun cas émaner de Fiat El Djazair ou de son réseau agréé. En cas de doute sur l'origine d'une communication prétendant provenir de Fiat El Djazaïr, les clients sont invités à contacter le service client pour vérification par téléphone au 0770 165 165 ou via le site officiel de la marque », ajoute le communiqué. Fiat Algérie appelle ses clients à la « plus grande vigilance » face à toute tentative suspecte, en veillant notamment à « ne jamais communiquer » leurs données en dehors des circuits officiels et à « vérifier systématiquement l'authenticité » de toute sollicitation auprès du service client ou d'un agent agréé.

EDITO

L'expertise algérienne s'exporte et rayonne en Afrique

Wassila. B

Pour accélérer le processus de diversification économique pour rehausser les exportations hors hydrocarbures, l'Algérie mise désormais sur la valorisation de son savoir-faire dans l'industrie électrique. La signature, le 17 novembre, d'une convention entre Sonelgaz et CI-Énergies pour l'installation de six turbines totalisant 120 MW en Côte d'Ivoire illustre une dynamique désormais bien ancrée : celle de l'exportation de l'expertise algérienne en matière d'électricité. Ce partenariat, dont la mise en service est prévue au premier trimestre 2027, ne se limite pas à la fourniture d'équipements. Il englobe le transport, la distribution, ainsi qu'un appui technique pour l'entretien des câbles souterrains, avec des camions-laboratoires et une assistance spécialisée. C'est bien un accompagnement global que propose Sonelgaz, preuve de la maturité de son modèle industriel.

Cette coopération s'inscrit dans une stratégie plus diffuse, patiemment construite sur plusieurs marchés africains. Au Sénégal, un mémorandum d'entente avec Senelec couvre la production, le transport et la distribution d'électricité.

Avec la Tunisie, des études sont engagées autour d'un projet de centrale de 1400 MW. Le Niger, le Tchad et le Bénin figurent également parmi les pays ayant engagé des échanges avec Alger. Plus récemment encore, une délégation soudanaise a examiné à Alger, le samedi 21 novembre, les moyens de mobiliser Sonelgaz pour la réhabilitation des infrastructures électriques du Soudan. Cette constellation de partenariats témoigne d'une volonté claire : faire de Sonelgaz un acteur de référence à l'échelle continentale.

Au-delà des chiffres et des contrats, c'est une véritable diplomatie économique qui se dessine. En mettant son expertise au service de ses voisins et partenaires africains, l'Algérie consolide son rôle de puissance stabilisatrice et solidaire. Le choix de la Côte d'Ivoire de s'appuyer sur Sonelgaz pour accompagner la progression de sa demande intérieure et soutenir ses exportations d'électricité en dit long sur la confiance accordée au savoir-faire algérien. De même, l'intérêt porté au dossier soudanais traduit une approche fondée sur la coopération concrète et le transfert de compétences, loin des logiques purement commerciales.

Cette ouverture internationale de Sonelgaz mérite d'être saluée comme une réussite nationale. Elle démontre que l'Algérie ne se contente pas d'exporter des hydrocarbures, mais qu'elle est capable de valoriser son capital humain et son ingénierie dans des secteurs stratégiques. L'exportation de l'expertise électrique algérienne est un pari gagnant : elle génère des revenus, renforce l'influence du pays et crée des liens durables avec les nations africaines. C'est une voie à encourager et à approfondir, car elle porte en elle l'ambition d'une Algérie tournée vers l'avenir, actrice de l'intégration économique africaine et fière de son savoir-faire.

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

JOURNÉE MONDIALE DES DROITS DE L'ENFANT

Les structures de jeunesse au cœur de la protection de l'enfance



Bakhta Bacha

À l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'enfant, célébrée le 20 novembre, les établissements de jeunesse de la wilaya d'Oran ont consacré une série d'activités éducatives, culturelles et récréatives à la promotion des droits de l'enfant et à la sensibilisation à l'importance de sa protection et de son épanouissement. Organisées à travers les différentes structures relevant de l'Office des établissements de jeunesse de la wilaya d'Oran, ces initiatives ont donné lieu à une programmation diversifiée, articulée autour d'activités pédagogiques et ludiques. L'objectif est de faire de cette célébration un moment de sensibilisation, mais également de rappeler la nécessité de placer les droits de l'enfant au cœur des actions éducatives et d'accompagnement. Au-delà de leur dimension commémorative, ces manifestations mettent en avant le rôle des espaces de jeunesse dans la promotion d'un environnement favorable au développement de l'enfant. Elles s'inscrivent dans une démarche visant à consolider les principes de protection de l'enfance, tout en faisant connaître les droits fondamentaux des jeunes générations, notamment l'accès à l'apprentissage, aux loisirs et à l'expression créative.

Des espaces pour révéler les talents et favoriser l'épanouissement

À travers cette programmation, l'accent est également mis sur la valorisation des capacités individuelles, l'encouragement des initiatives créatives et le développement des aptitudes des enfants. Autant de dimensions qui participent à la construction de leur personnalité et à leur ouverture sur leur environnement social. Cette mobilisation des établissements de jeunesse rappelle, par ailleurs, l'importance de disposer d'espaces accessibles et adaptés, où les enfants peuvent apprendre, s'exprimer, développer leurs talents et évoluer dans un cadre éducatif stimulant. En investissant ces structures dans la célébration de la Journée mondiale des droits de l'enfant, l'Office des établissements de jeunesse entend ainsi contribuer à la diffusion d'une culture de protection, d'écoute et d'accompagnement de l'enfance, au-delà du seul rendez-vous du 20 novembre.

PRÉVENTION DES INTOXICATIONS AU MONOXYDE DE CARBONE

Les appareils de chauffage et les chauffe-eau sous haute surveillance

Habib Benaouda

À l'approche de l'hiver, les services du commerce renforcent les contrôles sur les appareils de chauffage et les chauffe-eau commercialisés à Oran. Des échantillons sont soumis à des analyses en laboratoire pour vérifier leur conformité, tandis qu'une cargaison importée a été refoulée. En parallèle, plus de 300 000 détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés dans les foyers de la wilaya.

La sécurité des équipements de chauffage et des chauffe-eau devient un enjeu majeur à l'approche de la saison hivernale. À Oran, la direction du commerce et de la promotion des exportations a lancé un programme spécifique de contrôle destiné à empêcher la commercialisation d'appareils non conformes, susceptibles de mettre en danger la vie des consommateurs.

Le dispositif prévoit des sorties d'inspection dans les commerces et les établissements spécialisés. Les opérations donnent lieu à des prélèvements sur les produits exposés à la vente, qui sont ensuite acheminés vers le Laboratoire national de contrôle de la qualité pour des analyses et des essais techniques. L'objectif est de vérifier leur conformité aux normes en vigueur, notamment celles relatives à la sécurité d'utilisation. Cette surveillance renforcée intervient dans un contexte marqué par la récurrence des intoxications au monoxyde de carbone, parfois liées à l'utilisation d'appareils défectueux ou à leur installation dans des conditions inappropriées. Le contrôle ne se limite désormais plus à l'examen des documents d'importation et des dossiers administratifs, mais englobe également des vérifications techniques destinées à évaluer la fiabilité réelle des équipements. Au port d'Oran, l'inspection du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes a également durci les procédures visant les produits importés. Une cargaison d'appareils de chauffage et de chauffe-eau en provenance d'un pays asiatique a ainsi été refusée à l'entrée sur le territoire national, après des opérations de contrôle et des prélèvements d'échantillons destinés au Centre d'analyse et d'emballage pour vérifier leur conformité aux exigences de qualité et de sécurité.

Conformité, installation et prévention des risques

Face à la diversité des marques et des équipements proposés sur le marché, les responsables du contrôle soulignent l'importance de renforcer les garanties de sécurité. Un responsable des services d'inspection du commerce indique que les nouvelles technologies permettent désormais d'intégrer des systèmes capables d'arrêter automatiquement les appareils de chauffage dès la détection de signes de danger, ainsi que des dispositifs destinés à limiter les conséquences des fuites de gaz. Il préconise également l'actualisation de la liste technique des exigences de sécurité et de qualité, publiée par le ministère en 2015, afin de l'adapter aux évolutions technologiques.

La prévention passe toutefois aussi par une installation conforme et une ventilation appropriée des locaux. Elle implique les consommateurs, mais également les artisans chargés de la pose et de la mise en service des équipements. Le responsable plaide ainsi pour l'organisation de formations destinées à renforcer leurs qualifications et à prévenir les erreurs techniques susceptibles de provoquer des fuites de gaz ou des émissions de monoxyde de carbone, conformément aux recommandations de la Protection civile. Concernant la production nationale, le secteur compte entre 10 et 12 opérateurs spécialisés dans les appareils de chauffage et quatre producteurs de chauffe-eau. Le taux d'intégration locale est estimé à près de 80 %, les autres équipements et composants étant importés, notamment de Chine et d'Italie. Les capacités nationales permettraient, selon la même source, de couvrir les besoins du marché.

Plus de 300 000 détecteurs installés dans les foyers

En parallèle, Sonelgaz a procédé à l'installation de plus de 300 000 détecteurs de monoxyde de carbone dans les habitations des différentes communes d'Oran, à raison de deux appareils par foyer. Selon la chargée de la cellule de communication de l'entreprise, ces dispositifs détectent la présence du gaz et déclenchent une alerte sonore permettant aux occupants de réagir rapidement. Lancée l'année dernière, cette opération approche de son achèvement à travers la wilaya. Elle constitue un volet important du programme national de prévention des intoxications domestiques, particulièrement durant l'hiver, période caractérisée par une utilisation accrue des appareils de chauffage et des chauffe-eau.

POLICE– OPÉRATION COUP-DE-POING DANS SIX SECTEURS

Des centaines de personnes et de véhicules contrôlés

Toufik K

Une vaste opération de police, déployée dans plusieurs quartiers d'Oran et de Bir El Djir, a abouti à l'interpellation de 78 individus impliqués dans différentes affaires judiciaires, dont des personnes faisant l'objet de recherches. Conduite dans le cadre de la lutte contre les bandes de quartiers, le trafic de stupéfiants et la criminalité urbaine, cette intervention a également permis la saisie de produits stupéfiants, de 76 comprimés psychotropes et de six armes blanches prohibées.

L'opération a mobilisé les groupes opérationnels de la sûreté de wilaya, en coordination avec les services de la police judiciaire. Les interventions ont ciblé les secteurs relevant des sûretés urbaines 5, 15, 18, 20 et 21, ainsi que le territoire de compétence de la sûreté de daïra de Bir El Djir. Des équipes en tenue civile et officielle ont investi plusieurs quartiers et points identifiés comme étant susceptibles de servir de lieux de regroupement à des individus impliqués dans des activités criminelles.

Le bilan communiqué par la police fait état de 209 personnes contrôlées et soumises à une vérification d'identité. Parmi elles, 13 faisaient l'objet de jugements judiciaires, cinq étaient visées par des mandats d'arrêt et 65 autres ont été interpellées pour leur implication présumée dans différentes affaires.

Un dispositif élargi aux contrôles routiers et commerciaux

Au-delà du volet judiciaire, les interventions ont donné lieu à plusieurs saisies. Les policiers ont récupéré des quantités de stupéfiants conditionnées pour la vente, 76 comprimés psychotropes de différentes catégories, six armes blanches prohibées ainsi que des sommes d'argent présentées comme provenant d'activités criminelles.

Le dispositif a également été étendu à la sécurité routière. Les contrôles effectués sur 201 véhicules ont permis de relever 150 infractions au code de la route et de constater quatre délits routiers. S'agissant des deux-roues, 74 motocyclettes ont été contrôlées, sept infractions ont été enregistrées et 18 engins ont été placés en fourrière communale.

Enfin, les services de la police générale ont procédé à l'inspection de 64 commerces. Ces opérations ont abouti à l'établissement de 28 procès-verbaux d'infraction et à la notification de quatre mises en demeure.

Cette intervention multisectorielle traduit une approche combinant la lutte contre les réseaux de criminalité urbaine, la recherche des personnes faisant l'objet de mesures judiciaires et le contrôle du respect des réglementations en matière de circulation et d'activité commerciale.

RÉHABILITATION DU MARCHÉ DE LA RUE DES AURÈS

La Bastille amorce sa transformation

Meriem B



Longtemps pénalisé par la dégradation de ses aménagements, le marché de la rue des Aurès fait l'objet d'un vaste réaménagement destiné à remettre à niveau ses infrastructures, réorganiser les espaces marchands et améliorer les conditions de circulation. Un chantier attendu pour préserver l'un des hauts lieux du commerce traditionnel oranais, dont CapDz avait déjà signalé l'état préoccupant.

Le marché de la rue des Aurès, communément appelé « La Bastille », amorce une nouvelle étape de sa réhabilitation. Les travaux engagés sur ce site emblématique du centre-ville d'Oran commencent à prendre forme, avec une intervention qui entend remédier à la vétusté des aménagements et redonner de la cohérence à un espace commercial fortement fréquenté.

L'état de dégradation du marché, marqué notamment par l'usure des revêtements et la détérioration de ses installations, avait déjà fait l'objet d'une alerte de CapDz, soulignant l'urgence d'une prise en charge à la hauteur de l'importance de ce lieu dans le tissu commercial de la ville.

Confiée à la Direction des travaux publics et des infrastructures de base, l'opération porte sur plusieurs composantes essentielles. Elle prévoit la réfection des sols, la pose de carrelage, le bitumage de la chaussée ainsi que la réalisation d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales, qui sera raccordé au réseau existant. Autant d'interventions destinées à corriger les insuffisances de l'aménagement actuel et à améliorer la fonctionnalité du site.

Une réorganisation des espaces marchands

Réparti en trois phases, le projet ne se réduit pas à une remise en état des infrastructures. Il intègre également une dimension fonctionnelle, avec la délimitation des zones de vente et l'organisation des cheminements piétonniers. Cette restructuration vise à mieux répartir les activités commerciales, à faciliter les déplacements et à rendre la fréquentation du marché plus fluide.

Au-delà de sa vocation marchande, La Bastille constitue un élément du patrimoine urbain et commercial d'Oran. Ce marché ancien, qui fait partie des repères familiers de la ville, conserve une attractivité particulière auprès des habitants comme des visiteurs.

La réussite de cette opération se mesurera donc autant à la qualité des aménagements réalisés qu'à leur capacité à restituer à ce lieu son attractivité, tout en préservant son caractère historique. Pour les commerçants et les usagers, l'enjeu est désormais de voir cette transformation se concrétiser par une amélioration durable du cadre commercial et des conditions d'accueil.

LE GÉNIE CIVIL AU CONTACT DE L'EXPERTISE DE TERRAIN

Les étudiants de l' USTO-MB découvrent les techniques de réalisation des barrages

Bakhta B

L'articulation entre formation académique et expérience professionnelle était au centre d'une conférence organisée, dimanche, par le département de génie civil de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB). Inscrite au programme des activités pédagogiques de l'année universitaire 2026-2027, cette rencontre a été consacrée aux différentes étapes de conception, de réalisation et de confortement des barrages.

L'intervention a été animée par Mohamed Ezzitouni, expert en conception, calcul et confortement des ponts et ancien directeur de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT). Fort de son expérience dans le domaine des grands ouvrages, l'intervenant a apporté aux étudiants un éclairage technique sur les exigences qui encadrent la réalisation des infrastructures hydrauliques, depuis les premières études de conception jusqu'à leur concrétisation.

Au fil de cette présentation, les futurs ingénieurs ont pu appréhender les différentes phases de construction des barrages, ainsi que les procédés et solutions techniques mobilisés pour assurer leur confortement. Une approche qui permet de dépasser le cadre strictement théorique des enseignements et de confronter les connaissances universitaires aux réalités des chantiers et aux contraintes propres à ce type d'ouvrages.

Une immersion envisagée au barrage de Cheurfas

La dimension pratique de cette initiative pourrait être prolongée par une sortie pédagogique au barrage de Cheurfas, dans la wilaya de Mascara. La possibilité de programmer cette visite a été évoquée au cours des échanges entre l'expert et les responsables du département. Elle offrirait aux étudiants l'occasion de découvrir sur site les caractéristiques d'un ouvrage hydraulique et de mieux saisir les aspects techniques abordés lors de la conférence.

Cette démarche s'inscrit dans une logique de rapprochement entre l'université et les professionnels du secteur, avec l'ambition de donner davantage de consistance à la formation des futurs cadres du génie civil, notamment dans un domaine aussi exigeant que celui des infrastructures hydrauliques. Le département a, par ailleurs, salué la contribution de Mohamed Ezzitouni pour le partage de son savoir-faire et de son parcours professionnel, tout en adressant ses remerciements à Lahouari Mammar, initiateur et coanimateur de cette rencontre.

FACULTÉ D'ARCHITECTURE À L'USTO-MB

La prévention sanitaire s'invite au cœur du campus

B. B

À la Faculté d'architecture et de génie civil, une journée de sensibilisation mobilise médecins et responsables universitaires autour d'un enjeu majeur : faire de la prévention un réflexe durable au sein de la communauté estudiantine.

La santé s'impose progressivement comme une dimension incontournable de la vie universitaire.

C'est dans cette perspective que l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf d'Oran (USTO-MB) a organisé, ce lundi, une journée de sensibilisation à la santé au sein de sa Faculté d'architecture et de génie civil. Une initiative qui traduit la volonté de placer la prévention au cœur des préoccupations de la communauté universitaire.

Encadrée par des médecins de l'université, avec la participation des cadres de la sous-direction des activités culturelles et sportives, cette action s'inscrit dans une démarche visant à promouvoir la culture sanitaire et à encourager l'adoption de comportements responsables en matière de santé.

Au-delà de son caractère informatif, cette journée met en lumière l'importance de la sensibilisation comme premier rempart contre les risques sanitaires.

Elle rappelle notamment que la préservation de la santé ne relève pas uniquement de la prise en charge médicale, mais repose également sur l'information, la prévention et l'adoption quotidienne de bonnes pratiques.

En ciblant la communauté universitaire, cette initiative souligne aussi le rôle de l'université dans la promotion du bien-être collectif, au-delà de sa mission pédagogique et scientifique.

Étudiants et personnels sont ainsi concernés par une démarche qui fait de la santé une responsabilité partagée.

À travers cette action, l'USTO-MB réaffirme l'importance d'un environnement universitaire attentif à la santé et au bien-être de ses membres, tout en mettant en avant la nécessité d'inscrire la prévention dans une dynamique continue, et non dans le seul cadre d'événements ponctuels.

RÉFECTION DE LA VOIRIE AU CENTRE-VILLE D'ORAN

Saint-Pierre et Cavaignac premières zones ciblées

Sarah M

La réhabilitation du réseau routier du centre-ville d'Oran se poursuit avec le traitement des tronçons les plus dégradés. Réuni dimanche avec les responsables du secteur, le wali, Brahim Ouchene, a insisté sur l'accélération des travaux, en ciblant dans un premier temps les rues des quartiers de Yaghmoracen (Saint-Pierre) et de Cavaignac.

La remise en état des chaussées du centre-ville figure parmi les opérations examinées dimanche lors d'une réunion présidée par le wali d'Oran, Brahim Ouchene, consacrée au suivi des travaux d'aménagement de la voirie à travers la commune d'Oran. À cette occasion, le directeur des travaux publics a présenté un point de situation sur l'avancement des interventions, particulièrement sur les axes ayant subi les dégradations les plus importantes.

Le chantier porte notamment sur le décapage des anciennes couches de revêtement, une étape qui consiste à retirer l'enrobé détérioré afin de préparer les chaussées à recevoir une nouvelle couche de bitume. Cette intervention, qui concerne plusieurs artères du centre-ville, vise à remédier à la dégradation de la voirie et à améliorer les conditions de circulation dans des secteurs particulièrement fréquentés. À l'issue de la présentation, le wali a instruit les responsables concernés de mener à terme cette première phase au niveau des quartiers de Saint-Pierre et de Cavaignac, avant d'étendre progressivement les opérations aux autres quartiers du centre-ville. Une démarche graduelle destinée à assurer la continuité des travaux tout en ciblant prioritairement les secteurs nécessitant une intervention urgente.

Ces opérations s'inscrivent dans le programme d'amélioration du cadre urbain et de modernisation des infrastructures routières de la ville. Elles interviennent dans un contexte marqué par la nécessité de remettre à niveau plusieurs axes de circulation, dont l'état constitue une contrainte pour les déplacements quotidiens des automobilistes.

À travers ces interventions, les autorités locales entendent améliorer la qualité du réseau routier, faciliter la mobilité urbaine et contribuer à la requalification des quartiers du centre-ville.

MOSTAGANEM

Des récifs artificiels pour protéger les ressources marines

R.M

Des récifs artificiels seront installés au large de la plage de Sidi El-Medjdoub, sur le littoral mostaganémois, dans le cadre d'un projet environnemental visant à protéger les ressources halieutiques et à renforcer la biodiversité marine. L'annonce a été faite par la direction de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya de Mostaganem, qui a précisé qu'une réunion a été consacrée à la présentation de ce projet, dans le cadre de ses efforts pour encourager les initiatives environnementales et promouvoir les pratiques de pêche durable.

Porté par l'association environnementale "Trident", le projet prévoit l'immersion de structures artificielles dans le milieu marin, au large de la côte de Sidi El-Medjdoub. Financé dans le cadre du programme de l'économie bleue de l'Union européenne, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, il a pour objectif de créer des habitats artificiels destinés à protéger l'espèce de poulpe, à favoriser son installation et sa reproduction, tout en préservant la biodiversité marine. La réunion, qui a abordé les aspects techniques et environnementaux ainsi que les procédures juridiques et administratives à accomplir, s'est déroulée en présence d'experts du programme de l'Économie bleue, de membres de l'association et d'enseignants de l'Université Abdelhamid Ibn-Badis de Mostaganem. Parmi les principales démarches à entreprendre figure la présentation du projet devant la commission de wilaya compétente en matière de récifs artificiels, conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Il est également prévu de finaliser les mesures relatives au suivi scientifique et à l'évaluation des premiers résultats de ce projet environnemental.

Les services de la pêche et de l'aquaculture misent sur ce type d'initiatives environnementales innovantes afin de protéger les richesses marines et d'assurer leur durabilité le long du littoral de Mostaganem. Ces initiatives visent également à soutenir les activités de pêche durable et à préserver les petits métiers de la pêche.

SIDI BEL-ABBÈS

L'école inclusive en débat à l'université

B.H

L'Université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès a abrité un séminaire sur "l'adaptation des programmes éducatifs au profit des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme" (TSA), organisé par les clubs "Basma Éducatif" de Tlemcen et "Al-Tayf" de Sidi Bel-Abbès.

Les communications ont insisté sur la nécessité d'adapter les cursus aux besoins spécifiques des enfants atteints de TSA et sur la mobilisation de toute la communauté universitaire pour favoriser leur intégration scolaire.

Les recommandations revêtent une importance particulière après la promulgation du décret exécutif n° 26-312, qui consacre le droit des élèves à besoins spécifiques à être scolarisés dans des classes adaptées avec un encadrement spécialisé et des aménagements d'examens.

RELIZANE

L'eau potable perturbée dans six communes

B.Y

Six communes situées dans la partie ouest de la wilaya de Relizane connaissent des perturbations dans leur alimentation en eau potable, à la suite d'une panne technique survenue au niveau du système de transfert des eaux dessalées Mostaganem-Arzew-Oran (MAO). L'information a été communiquée par l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya, dont la cellule de communication a précisé que ces perturbations résultent de l'interruption de l'approvisionnement à partir du système MAO par les services de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), en raison d'une défaillance technique.



Les communes concernées par ces perturbations sont Yellel, Sidi Sâada, El Matmar, Belassel Bouzegza et Bendaoud, ainsi que le chef-lieu de wilaya.

Afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement des habitants en cette ressource vitale pendant cette période, un dispositif provisoire d'alimentation a été mis en place à partir du barrage de Sidi M'Hamed Benaouda et de certains puits souterrains.

Les équipes de maintenance mobilisées sur le site de la panne s'emploient actuellement à réparer la défaillance, en vue du rétablissement de l'alimentation en eau potable dans les meilleurs délais, a-t-on indiqué.

BÉCHAR

Cap sur l'extension de l'Institut paramédical

H.N

Les études géotechniques du projet d'extension de l'Institut de formation paramédicale de Béchar seront lancées prochainement, après l'achèvement des procédures administratives et la désignation du bureau d'études, selon la direction de la Santé et de la Population. L'extension offrira 300 places pédagogiques, ainsi que des amphithéâtres et des salles de cours, afin de renforcer les capacités de l'institut et de répondre aux besoins croissants du secteur de la santé. Ce projet vise à améliorer les conditions d'accueil et d'encadrement des étudiants et à former des ressources humaines qualifiées au service du système de santé local.



MASCARA

Campagne contre le cancer de la prostate

I.S

La Direction de la santé de Mascara a lancé une vaste campagne de sensibilisation à la prévention du cancer de la prostate, dans le cadre de "Novembre Bleu". S'étalant sur une semaine, elle prévoit des rencontres dans les établissements de santé, des conférences et des journées d'étude destinées aux hommes de plus de 45 ans, aux personnels médicaux et paramédicaux ainsi qu'aux associations. Des opérations de dépistage précoce seront programmées au profit des hommes de plus de 45 ans, et des émissions radiophoniques seront diffusées avec la participation de médecins spécialistes. Cette campagne s'inscrit dans la stratégie nationale du ministère de la Santé visant à renforcer la prévention de cette maladie.

TIARET

200 quintaux à l'hectare attendus en hors-saison

N.B

La récolte de la pomme de terre hors-saison a démarré dans la wilaya de Tiaret sur une superficie totale de 242 hectares, pour un rendement prévisionnel de 200 quintaux à l'hectare. Selon le directeur local des Services agricoles (DSA), Boualem Mekhaneg, le coup d'envoi a été donné par le wali de Tiaret, Abdelouahab Bertima, au niveau d'une exploitation agricole de 60 hectares située dans la commune de Dahmouni. L'opération doit se poursuivre plusieurs jours durant dans d'autres régions de la wilaya, a précisé le même responsable.

Menée sous la supervision de la DSA, en coordination avec la direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, cette campagne vise à assurer la commercialisation de la récolte et à contribuer à la régulation des prix. Dans ce cadre, les premières quantités ont été acheminées vers le marché de gros de la wilaya de Tiaret, tandis que d'autres ont été destinées à Alger, la commercialisation devant s'étendre à d'autres wilayas au cours de la prochaine période. Le prix de vente a été fixé à 90 dinars le kilogramme, a précisé M. Mekhaneg.

Turf

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
N° 3756 Mardi 24 Novembre 2026

Hippodrome Kaid-Ahmed de Tiaret

Journée N° 232

Par **Zeggai Abdelkader**

TURF

Fiche technique: Paris Quarté et Quinté

Départ de la première course à 15h30 - Prix: Innissa - Pur-Sang arabe
Distance : 1.600 mètres - Dotation : 350.000 DA - Paris Quarté-Quinté

PROPRIETAIRES		CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CDS.	ENTRAINEURS
MZ. METIDJI	1	HAVANA D'HEM	MD. ASLI	56	2	K. ASLI
A. AOUSSAT	2	HAMAMA D'HEM (0)	R. BELMORSELI	55	5	PROPRIETAIRE
HARAS EL MESK	3	SIFAT EL MESK (0)	K. HAOUA	55	11	K. HAOUA
F. METIDJI	4	IHRANE	JJ/ AEK. DJELLOULI	55	9	H. DJELLOULI
AL. FEGHOULI	5	HANIYA	S. BENYETTOU	55	10	AD. FEGHOULI
M. BOUCHENAFA	6	SOLTANAT EL MESK	MA. AIDA	54	7	CH. AIDA
I. DIBUCHE	7	RITEJ EL MESK (0)	R. BAGUIRA	54	12	H. DJELLOULI
F. METIDJI	8	IMALAYA	F. ABDI	54	4	PROPRIETAIRE
M. ASLI	9	LINA (retirée)	JJ/ KH. BENKHATTO	53	1	K. ASLI
K. BELARBI	10	HASNIA D'HEM	HO. EL FERTAS	53	3	AD. FEGHOULI
AL. FEGHOULI	11	MAROUANE SAT (0)	JJ/ Y. CHELLAL	52.5	8	AD. FEGHOULI
K. BENACER	12	SARIET EL MESK	AP/ IB. BIZ	50	6	K. FEGHOULI

1 - HAVANA D'HEM

MD. ASLI 56 kg
14-04-2026 1.400 m 5ème
MD. ASLI 54 kg 12 pts
05-05-2026 1.300 m 5ème
MD. ASLI 54 kg 12 pts
15-09-2026 1.300 m 1er T.N.C
MD. ASLI 56 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 5ème
JJ/ KH. BENKHATTOU 54,5 kg 12 pts
20-10-2026 1.500 m 3ème
JJ/ KH. BENKHATTOU 54,5 kg 12 pts
Il aura une chance pour prétendre à un accessit sous les ordres de Asli.
Conclusion : Une priorité.

2 - HAMAMA D'HEM

R. BELMORSELI 55 kg
18-11-2024 1.500 m 5ème
F. ABDI 54 kg 12 pts
21-04-2025 1.500 m 6ème
AZ. ATHMANA 55 kg 12 pts
05-05-2026 1.300 m 2ème
YS. BADAOUI 55 kg 12 pts
22-09-2026 1.300 m 1ère T.N.C
W. HAMOUL 54 kg 12 pts
20-10-2026 1.500 m 4ème
W. HAMOUL 55 kg 12 pts
Elle ne va pas avoir de difficultés pour jouer les premiers rôles de cette épreuve.
Conclusion : Une priorité.

3 - SIFAT EL MESK

K. HAOUA 55 kg
28-04-2026 1.500 m 2ème
YS. BADAOUI 55 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 3ème
R. BELMORSELI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 3ème
K. HAOUA 55 kg 13 pts
20-10-2026 1.500 m 2ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
17-11-2026 1.400 m 2ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
Le parcours du jour lui convient pour négocier une place honorable.
Conclusion : Une priorité.

4 - IHRANE

JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg
11-04-2026 1.300 m 4ème
K. HAOUA 57 kg 12 pts
06-10-2026 1.300 m 5ème
JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 4ème
JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg 13 pts
20-10-2026 1.500 m 7ème
JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg 12 pts
17-11-2026 1.400 m 3ème
JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg 12 pts
Il est difficile de lui accorder un crédit dans ce genre de course.
Conclusion : Une priorité.

5 - HANIYA

S. BENYETTOU 55 kg
09-09-2025 1.400 m 1ère T.N.C
S. BENYETTOU 55 kg 12 pts
17-03-2026 1.300 m 1ère T.N.C
W. HAMOUL 53 kg 12 pts
24-03-2026 1.400 m 1ère T.N.C
S. BENYETTOU 55 kg 12 pts
06-10-2026 1.300 m 4ème
S. BENYETTOU 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 1ère T.N.C
S. BENYETTOU 55 kg 13 pts
Sa participation à l'arrivée est assurée dans un parcours à son entière convenance.
Conclusion : Une priorité.

6 - SOLTANAT EL MESK

MA. AIDA 54 kg
14-11-2025 1.600 m 3ème
JJ/ MA. AIDA 54 kg 12 pts
23-12-2025 1.300 m 1ère T.N.C
JJ/ MA. AIDA 53 kg 12 pts
29-12-2025 1.600 m 2ème
JJ/ MA. AIDA 54 kg 12 pts
23-02-2026 1.600 m 6ème
JJ/ MA. AIDA 53 kg 12 pts
21-04-2026 1.700 m 1ère T.N.C
JJ/ MA. AIDA 55 kg 12 pts
Elle aura une chance logique pour se défendre honorablement à Tiaret.
Conclusion : Une priorité.

7 - RITEJ EL MESK

R. BAGUIRA 54 kg
17-03-2026 1.300 m 3ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
07-04-2026 1.300 m 1ère T.N.C
K. HAOUA 54 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 6ème
S. BENYETTOU 55 kg 12 pts
20-10-2026 1.500 m 5ème
R. BELMORSELI 55 kg 12 pts
14-11-2026 1.400 m 9ème
MD. ASLI 55 kg 12 pts
Le parcours du jour pourrait bien avantager ses chances pour tirer son épingle du jeu.
Conclusion : Une possibilité.

8 - IMALAYA

F. ABDI 54 kg
30-12-2025 1.500 m 1ère T.N.C
H. RAACHE 55 kg 12 pts
13-01-2026 1.400 m 1ère T.N.C
F. ABDI 55 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 2ème
F. ABDI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 7ème
F. ABDI 54 kg 13 pts
17-11-2026 1.400 m 1ère
W. HAMOUL 53 kg 12 pts
Elle demeure compétitive pour un accessit entre les mains de Abdi.
Conclusion : Une priorité.

9 - LINA

JJ/ KH. BENKHATTOU 53 kg
Conclusion : Retirée.

10 - HASNIA D'HEM

HO. EL FERTAS 53 kg
24-02-2026 1.400 m 1ère T.N.C
HO. EL FERTAS 55 kg 12 pts
31-03-2026 1.600 m 6ème
AZ. ATHMANA 55 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 10ème
A. YAHIAOUI 54 kg 12 pts
06-10-2026 1.300 m 3ème
HO. EL FERTAS 53 kg 12 pts
27-10-2026 1.300 m 1ère T.N.C
HO. EL FERTAS 55 kg 12 pts
Elle ne va pas avoir la partie facile pour espérer se défendre.
Conclusion : A revoir.

11 - MAROUANE SAT

JJ/ Y. CHELLAL 52,5 kg
03-04-2026 1.200 m 2ème
R. BAGUIRA 58 kg 14 pts
06-04-2026 1.400 m 8ème
R. BAGUIRA 54 kg 14 pts
08-05-2026 1.200 m 2ème
R. BAGUIRA 57 kg 12 pts
07-09-2026 1.100 m 8ème
R. BAGUIRA 57 kg 12 pts
20-10-2026 1.500 m 8ème
T. ALI OUAR 56 kg 12 pts
Ses chances sont pratiquement nulles malgré son changement de monte sur 1.600m.
Conclusion : A revoir.

12 - SARIET EL MESK

AP/ IB. BIZ 50 kg
24-03-2026 1.400 m arrêtée
JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts
15-09-2026 1.300 m 2ème
R. BELMORSELI 55 kg 12 pts
22-09-2026 1.300 m 3ème
R. BELMORSELI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 5ème
R. BELMORSELI 55 kg 13 pts
17-11-2026 1.400 m 7ème
R. BELMORSELI 55 kg 12 pts
Ses chances sont pratiquement nulles dans un parcours qui n'est pas en sa faveur.
Conclusion : A revoir.



PRONOSTICS

PARI QUARTE	PARI QUINTE
5 - 2 - 3 - 6 - 8	5 - 2 - 3 - 6 - 8 - 1
Possibilités: 1 - 7	Possibilité: 7
Champ F : 5 - 2 - 3 - X	Champ F : 5 - 2 - 3 - 6 - X
Champ F : 5 - 2 - X - 6	Champ F : 5 - 2 - 3 - X - 8
Champ D : 5 - 2 - X - X	Camp D : 5 - 2 - 3 - X - X
5 - 2 - 6 - 3 - 8 - 1	5 - 2 - 6 - 3 - 8 - 1 - 7

Résultats et Rapports P.M.U
Hippodrome de M'Sila
Lundi 23/11/2026

Paris QUARTÉ-QUINTÉ
3 – 8 – 10 – 1 – 9
QUARTÉ
G: 1.500 DA P: 150 DA
QUINTÉ
G: 30.220 DA P: 650 DA